

BENJAMIN STORA

«*La repentance et la victimisation sont des pièges politiques*»

COMMENT REFERMER LES PLAIES DE CE CONFLIT ? L'HISTORIEN BENJAMIN STORA, QUI A RENDU EN JANVIER 2021 UN RAPPORT AU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON POUR UNE RÉCONCILIATION FRANCO-ALGÉRIENNE, REVIENT SUR UNE AUTRE GUERRE, CELLE DE LA MÉMOIRE.

GEO Histoire : Quelles ont été les spécificités de l'Algérie française et son conflit ?

Benjamin Stora : Deux points importants sont à souligner. Tout d'abord, l'Algérie faisait partie intégrante de la France. De 1848 jusqu'à 1962, ce territoire était constitué de départements. Un modèle unique dans l'histoire de la colonisation française. L'Algérie était administrée par le ministère de l'Intérieur. Elle relevait donc du territoire français, au même titre que la Bretagne, la Savoie ou la Corse. Il était donc inimaginable de s'en séparer.

Ensuite, ce morceau de France était un paradoxe absolu. Les musulmans, population majoritaire, n'avaient pas les droits du citoyen français. Comment résoudre cette contradiction ? Pour les nationalistes algériens, qui se sont fait entendre dès les années 1920-1930, la réponse était évidente : se séparer de la France. Ce défaut de francisation a donné naissance aux premiers leaders indépendantistes tels que Messali Hadj ou Ferhat Abbas. Puis le Front de libération nationale (FLN) a lancé la lutte armée en 1954...

Cette guerre, qui a abouti à l'indépendance du pays en 1962, est terminée depuis soixante ans. Les

conditions devraient être réunies pour un apaisement, mais les cicatrices ne se referment pas. Pour quelles raisons ?

Parce qu'elle est, tout d'abord, une affaire franco-française. Jusqu'en 1999, on a parlé «d'événements», «d'opérations de maintien de l'ordre»... Pourquoi ne pas avoir utilisé le mot «guerre» ? Tout simplement parce qu'on ne fait pas la guerre à soi-même ! Durant le conflit, Paris n'a pas voulu que cette «question algérienne» soit débattue à l'ONU car cela ne concernait que la France... et personne d'autre. L'Algérie était enchaînée à cette vision nationaliste des années 1950 qui voyait la France comme un grand pays colonial. Il était donc hors de question de perdre cet immense territoire nord-africain qui permettait de hisser le drapeau tricolore aux confins du Sahara.

Après son retour au pouvoir en 1958, suite au coup d'Etat militaire à Alger, de Gaulle n'a pas eu d'autre choix que de mettre un terme à ce conflit très impopulaire. Pourquoi ? Car il menaçait de se transformer en guerre civile en métropole, notamment à cause des attentats de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), mouvement pro-Algérie française. De Gaulle accéléra le processus d'auto- ●●●



BENJAMIN STORA Né en 1950 à Constantine, en Algérie, cet ancien professeur a enseigné, à l'université Paris XIII, l'histoire du Maghreb contemporain (XIX^e et XX^e siècles) et des guerres de décolonisation. Il est l'au-

teur d'une quarantaine d'ouvrages sur le conflit franco-algérien (1954-1962) et vient de publier, avec Nicolas Le Scanff, une *Histoire dessinée des Juifs d'Algérie, de l'Antiquité à nos jours* (éd. La Découverte, 2022).

Joël Saget / AFP

●●● détermination et d'indépendance de l'Algérie, mais ne régla pas le problème fondamental qui allait en découler : celui du rétrécissement national. Dans ses discours d'après-guerre, au Mexique (1963), au Cambodge (1965), et au Québec (1967), il a laissé entendre que la France restait une grande puissance coloniale, ce qui n'était plus le cas. Sa position créa alors un sentiment de nostalgie et d'abandon qui ne s'est jamais effacé dans la mémoire française. La faille algérienne, longtemps dissimulée à droite comme à gauche, n'a pas été comblée.

Le chaos a débuté sous un gouvernement socialiste. La droite a-t-elle aussi été bousculée par la «question algérienne» ?

Bien sûr. Et contrairement à ce que l'on pouvait penser, la fracture ne s'était pas faite entre la droite gaulliste et l'extrême droite, entre anciens résistants et anciens vichystes. Car du côté des partisans de l'Algérie française et des soutiens de l'OAS, on retrouvait des résistants de la première heure, comme Jacques Soustelle, qui fut secrétaire général du RPF, l'ancien parti gaulliste. Premier ministre de Charles de Gaulle, de 1958 à 1962, Michel Debré fut lui aussi opposé jusqu'au bout à l'indépendance. L'extrême droite s'était ensuite engouffrée dans cette faille au cœur de la droite classique, pour capter les éléments les plus irréductibles de l'Algérie française, ainsi que les nostalgiques d'un empire colonial perdu. Je suis convaincu que si les partis traditionnels, à droite comme à gauche, sont aujourd'hui en crise profonde, c'est parce qu'ils n'ont jamais pris de position claire sur ces questions coloniales et mémorielles. Il n'y a pas eu d'examen de conscience, alors que la jeunesse d'aujourd'hui s'intéresse énormément à ces sujets.

Comment la France a-t-elle géré l'après-guerre ?

Essentiellement d'une manière économique, à travers les questions d'indemnisation des Français d'Algérie. On a mis en place, dès 1962, des structures telles que le ministère des Rapatriés ou le secrétariat d'Etat aux anciens combattants d'Algérie, qui avaient pour objectif de dédommager. Mais les gouvernements successifs se sont arrêtés à cette seule solution économique. On pensait que l'argent suffirait à soigner les blessures, alors qu'il ne pouvait régler un tel traumatisme collectif. Ce n'est qu'à

partir de la présidence de Jacques Chirac, en 1995, que les questions mémorielles ont enfin été abordées, notamment lorsqu'il a reconnu, en 2005, la responsabilité de la France dans le massacre de Sétif du 8 mai 1945. En soulevant le couvercle de ce lourd passé, le pays regardait enfin cette histoire en face. Mais, dans un effet de balancier, certains partis, à droite comme à gauche, ont dénoncé de tels discours qui nuisaient à la grandeur du pays. La France a trop tardé à traiter ces questions. Quand un travail de deuil n'est pas accompli jusqu'au bout, le chagrin ne disparaît pas. Il refait surface bien plus tard, et finit par nous submerger. Et c'est exactement ce qui se passe actuellement. Tout le monde s'est réveillé sur les questions coloniales, mais pas de la bonne manière. Aujourd'hui, ces sujets ne sont plus traités que sous un prisme identitaire. Entre les communautés qui se servent du passé pour se «victimiser» et revendiquer à outrance, et

ceux qui refusent d'affronter le passé par peur d'écorner le mythe national, il n'y a plus de place pour la raison. Il faut aujourd'hui fabriquer un discours capable d'unifier les mémoires.

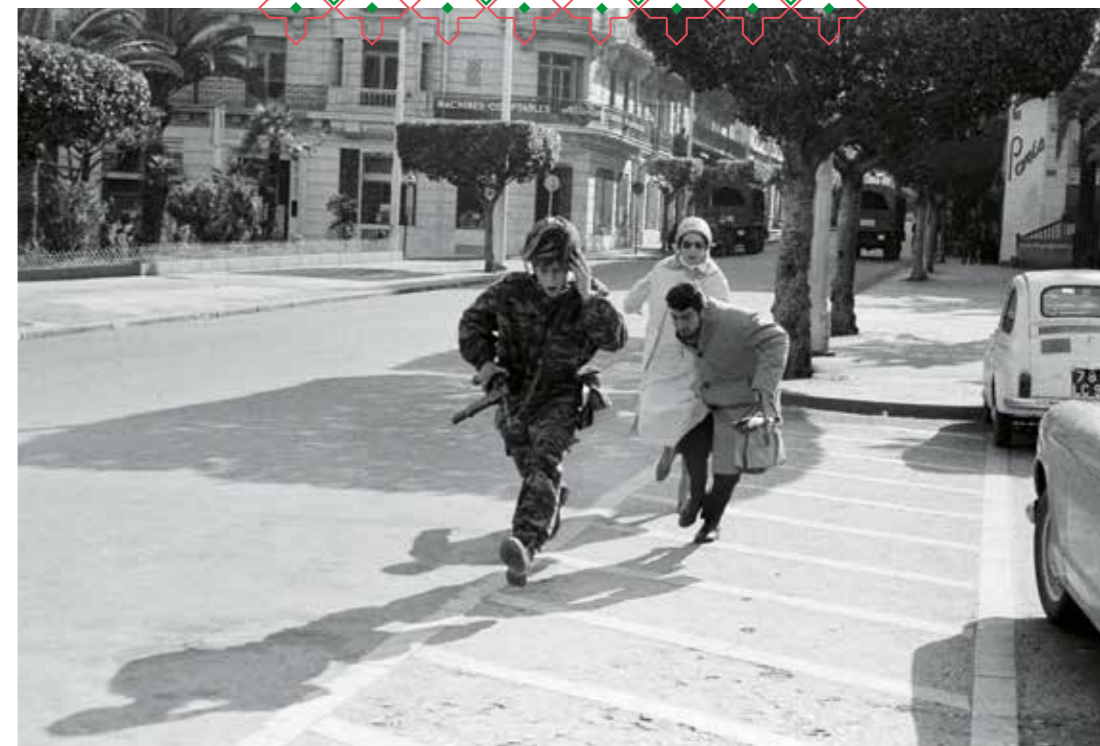
Dans l'un de vos derniers ouvrages, *France-Algérie, les passions douloureuses*, vous parlez de trente ans

de silence après la guerre. Pourquoi ce mutisme ?

Le traumatisme algérien ne s'est pas évanoui dans la nature, bien au contraire. Après la guerre, les différents acteurs – politiques, militaires et civils – ont oscillé entre le regret, le remords et surtout le ressentiment. Mais sans l'exprimer. Jusqu'aux années 1990, la société française, prise dans l'ère de la consommation, n'a pas voulu regarder en face ce douloureux passé. Une omerta de trente ans dont on paie aujourd'hui les conséquences. Il a fallu attendre que les enfants et petits-enfants des immigrés algériens, mais aussi ceux des harkis, des pieds-noirs puis ceux des soldats et officiers de l'armée française, brisent le silence en se penchant sur ce drame algérien. Tous avaient la même question : «Quelle est notre place dans cette histoire ?» Une réaction qui est humaine. Il faut connaître son passé pour comprendre son présent.

Cette effervescence mémorielle a-t-elle eu lieu en Algérie ?

Oui, et au même moment. Dans les années 1990, l'Algérie était alors en pleine guerre civile, confron-



Jean Tesseyre / Paris Match / eScoop

tée à la question de l'islamisme. Face au terrorisme et aux assassinats, de nombreux Algériens ont quitté le pays pour rejoindre, entre autres, la France. Cette situation a été un catalyseur. Beaucoup se sont questionnés sur la violence de la guerre d'Algérie, appelée là-bas révolution algérienne. Des deux côtés de la Méditerranée, la boîte de Pandore s'est donc ouverte. Mais ce silence de trente ans a libéré de forts sentiments d'incompréhension. Toutes les communautés concernées par le conflit ont aujourd'hui l'impression d'avoir été abandonnées et trahies. C'est ce que j'appelle les «incendies de mémoire». Ils ne sont pas simples à maîtriser car ils sont tout sauf sereins.

Est-ce pour cette raison que vous avez accepté, en juillet 2020, de rédiger un rapport sur un «travail de restitution des mémoires, de vérité et de réconciliation» ?

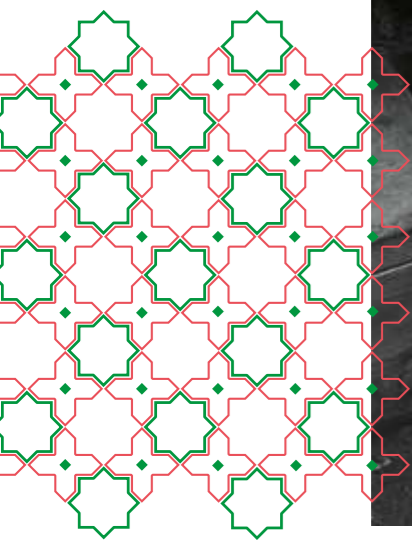
Oui. Je l'ai réalisé comme un manuel de travaux pratiques avec, à la clef, 22 préconisations concrètes qui permettraient d'éteindre ces «incendies». Même s'ils ont constitué une avancée, les discours politiques comme ceux de Nicolas Sarkozy en 2007 ou François Hollande en 2012, qui avaient condamné le système colonial en Algérie, ne suffirent plus. Français et Algériens ont besoin de passerelles réelles sur des sujets qui ne sont pas encore réglés. Voilà pourquoi je propose, par exemple, la construction d'un musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie à Montpellier, ou encore d'encourager la préservation des cimetières

Suite aux accords d'Evian, les Français d'Algérie organisent, le 26 mars 1962, une manifestation contre l'indépendance, rue d'Isly, à Alger. L'armée tire alors sur la foule. Bilan : 50 morts et 200 blessés. Ici, un couple de passants fuit cette fusillade sous la protection d'un soldat.

européens en Algérie, et de faciliter l'obtention des visas pour les chercheurs des deux pays. Pour aborder l'usage de la torture, j'ai préféré m'attarder sur le destin d'Ali Boumendjel, assassiné par des militaires français en 1957, plutôt que de décrire cette pratique. Emmanuel Macron a d'ailleurs reconnu, en mars 2021, la responsabilité de l'armée française dans la torture et la disparition de cet avocat. On est dans le concret.

Emmanuel Macron, qui vous a demandé ce rapport, est le premier président de la République française né après la guerre d'Algérie. Cela crée-t-il des conditions favorables pour affronter sereinement ce pan de notre histoire ?

Sans doute. Il aborde ces questions de façon pragmatique et décomplexée. Il n'est pas encombré par un lien mémoriel entaché par le regret ou le remords, comme ont pu l'être les générations d'hommes politiques avant lui. Il n'est pas prisonnier de conflits internes, comme ce fut longtemps le cas au sein du parti socialiste, par exemple. A partir du milieu des années 1970, l'origine de la fracture entre la première gauche et la deuxième gauche, c'est-à-dire entre François Mitterrand et Michel Rocard, provient essentiellement de la guerre d'Algérie. Michel Rocard était pour l'indépendance. En 1959, alors qu'il était stagiaire à l'ENA, il fut d'ailleurs le premier à rédiger un rapport sur les camps de regroupement, qui servaient à accueillir des réfugiés mais surtout à couper la population civile ●●●



●●● de l'influence du FLN. Tandis que François Mitterrand, lorsqu'il était ministre de la Justice en 1957, a approuvé plus de trente condamnations à mort de militants indépendantistes. Cet épisode est longtemps resté tabou, à l'image de sa jeunesse vichyste... Le fait que Mitterrand, une fois élu président de la République, réintégra, en 1982, le général putschiste Raoul Salan dans tous ses droits, a accentué un peu plus le malaise.

Comment enseigne-t-on cette guerre aujourd'hui ? Vous affirmez que l'Éducation nationale doit évoluer dans son approche du sujet.

Il faut la traiter en évoquant, dans un premier temps, la colonisation. La guerre d'Algérie a été occultée du programme scolaire, dans les collèges et les lycées, pendant plus de trente ans. Un retard énorme : cela signifie que deux générations

En 1962, cette mère et ses enfants attendent, depuis plusieurs jours, d'être rapatriés en France. Environ 700 000 pieds-noirs, dont la sécurité n'est plus assurée en Algérie, gagneront la métropole.

n'en connaissent pratiquement rien. Ceux qui, aujourd'hui, apprennent cette guerre, en savent plus long que leurs pères ou leurs grands-pères. Il y a un défaut de transmission qui reste, à mon sens, le plus gros chantier à réaliser. En outre, on n'explique pas assez l'histoire des nationalismes au Maghreb, ni le rôle des grands leaders algériens. Si on les connaissait, les élèves comprendraient qu'ils se sont battus contre le colonialisme, et non contre la France.

Votre rapport, remis à l'Élysée en janvier 2021, n'a pas été accueilli favorablement en Algérie. Cela démontre bien toute la fragilité de votre entreprise...

Alger a rejeté le rapport car je ne recommande ni la repentance, ni la victimisation. La position algérienne semble claire : les excuses d'abord, la

pratique ensuite. C'est un piège politique. Je considère que ce n'est pas une solution car cela annihilerait tout compromis mémoriel. La guerre, dans un sens, continuerait. Les accords d'Évian rassemblaient des textes d'une grande complexité qui étaient des compromis. Sans eux, la paix aurait été impossible. Je regrette que l'Algérie refuse toute forme de compromis.

Le gouvernement algérien est-il capable d'entamer, de son côté, un travail mémoriel ?

Il faudrait que le pays regarde son histoire en face, et notamment la guerre civile algéro-algérienne qui s'est jouée en parallèle de la guerre d'indépendance, avec les affrontements sanglants entre le FLN et son rival indépendantiste, le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj. Un conflit interne qui a coûté la vie à des milliers d'Algériens, notamment avec le massacre de Melouza, le 28 mai 1957. Le FLN a massacré plus de 300 habitants de ce village du nord-est sous prétexte qu'ils soutenaient le MNA. Mais il est tellement plus aisé de résumer la révolution algérienne à la seule opposition aux colons français... Depuis 2019, le mouvement de contestation Hirak tente pourtant de faire entendre sa voix en Algérie, en militant pour l'ouverture des archives et en défendant la démocratisation d'une histoire plus complexe qu'il n'y paraît.

Comment trouver le chemin de la réconciliation alors ?

En France, comme en Algérie, il faut des mesures phares comme la circulation et la numérisation des archives, auxquelles les historiens pourraient accéder. La récente ouverture des archives sur les enquêtes judiciaires françaises durant la guerre, annoncée en décembre 2021 par la ministre de la Culture Roselyne Bachelot, va dans ce sens. Il est aussi important de dire la vérité sur les essais nucléaires et bactériologiques que la France a réalisés sur le sol algérien, y compris après la guerre. Elucider la question des disparus algériens et européens apparaît aussi comme un sujet primordial. Il faudrait notamment évoquer le massacre de la rue d'Isly, à Alger, lorsque des soldats de l'armée française ont ouvert le feu sur des manifestants pieds-noirs, le 26 mars 1962.

A l'époque, ni la presse ni de Gaulle n'ont mentionné la tuerie, qui fit pourtant 50 morts et 200 blessés. Les enlèvements d'Européens à Oran, le 5 juillet 1962, sont également passés sous silence. Ces derniers temps, il y a eu des gestes très forts réalisés en direction des harkis et des immigrés. Emmanuel Macron a demandé « pardon » aux harkis et annoncé, à l'automne 2021, une loi « de reconnaissance et de réparation ». Il a aussi dénoncé les « crimes inexcusables » concernant les répressions policières du 17 octobre 1961, à Paris, contre des manifestants algériens.

Le président de la République n'a-t-il pas commis un faux pas, en septembre 2021, en accusant le « système politico-militaire » algérien d'entretenir une « rente mémorielle » et un « discours reposant sur la haine de la France » ?

L'Algérie a pris prétexte de cette phrase prononcée en off, lors d'une rencontre avec des jeunes issus de familles ayant vécu la guerre, pour raviver un « incendie mémoriel » et provoquer une crise diplomatique avec Paris. Parce que le président Emmanuel Macron n'éprouve pas de complexe par rapport au sujet algérien, il a tendance à s'exprimer librement. On ne peut pas attendre que l'Algérie se transforme pour que la France avance. Si l'on pose comme condition que ce pays change de nature, et qu'il corresponde à notre conception de la démocratie, nous n'avancerons jamais.

Cet incident retardera peut-être les préconisations que je présente dans mon rapport qui, de toute façon, a été qualifié de « non objectif » par le porte-parole du gouvernement algérien. Mais cela risque surtout de provoquer des conséquences géostratégiques sérieuses sur le terrain, notamment sur l'opération Barkhane que mène l'armée française contre les groupes djihadistes. En interdisant aux avions militaires français en route vers le Sahel de survoler son territoire, depuis octobre 2021, l'Algérie brandit la menace d'un rapprochement avec la Russie. C'est dommage car je pense que Paris et Alger ont tout à gagner à travailler ensemble sur les questions géopolitiques. Cela pourrait être une porte de sortie de cette guerre des mémoires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC GRANIER ET DAVID PEYRAT

« Ouvrir les archives est un geste fort. »